

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE, COMMERCE.

L'ÉCHO SAUMUROIS

Paraissant les Mardis, Jeudis et Samedis,

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES, INSERTIONS LÉGALES ET AVIS DIVERS.

BUREAU: PLACE DU MARCHÉ-NOIR.

Documents Officiels.

Le ministre de la guerre et de l'intérieur rappelle aux journaux paraissant à Tours l'existence des lois qui punissent la divulgation des mouvements militaires en voie d'exécution.

Il a paru notamment et trop fréquemment des notes et des indications sur les mouvements de l'armée de la Loire.

Il ne sera pas fait de procès de presse pour la répression de pareils délits. Les journaux qui se permettent d'aussi coupables manœuvres, alors que l'ennemi est si près de nous, contraindront le Gouvernement à décréter l'état du siège qui l'armera contre eux du droit de suppression pure et simple.

Le Gouvernement est fermement résolu à ne plus tolérer aucune publication de nature à renseigner l'ennemi sur nos opérations militaires.

Chronique Politique.

L'attitude actuelle de l'Autriche, tout effacée qu'elle est, mérite d'être étudiée avec attention. Il s'y révèle, depuis les victoires de la Prusse, des tendances à se rapprocher de cette puissance, nous dirions presque à s'absorber en elle. La peur d'une nouvelle guerre avec la Prusse la pousserait à se soumettre d'avance, et à accepter une position qui ressemblerait assez à celle des Etats du Sud de l'Allemagne.

Une assemblée de libéraux, qui vient de se tenir à Neumarkt, près de Salzbourg, a nettement formulé ces tendances, en votant cette déclaration : « Qu'une union politique avec l'Allemagne est une impérieuse nécessité pour la conservation et le raffermissement de l'Autriche. »

Voici comment raisonnent ces patriotes, que M. de Beust ne désavouera pas. Les difficultés intérieures de l'Autriche sont énormes, le gouvernement ne vient pas à bout de mettre fin à la lutte des nationalités, et l'on ne voit pas qu'aucun des partis allemand, tchèque, hongrois ou polonais veuille désarmer. Une alliance intime avec la nouvelle Confédération de l'Allemagne aurait donc de grands avantages : cette alliance, en donnant l'ascendant à l'élément allemand, empêcherait la dislocation de la monarchie austro-hongroise. D'un autre côté, on ne peut se dissimuler que le czar, qui passe pour le protecteur naturel des Slaves autrichiens, et que la puissance de la Prusse ne peut que mettre en défiance, se tournera dans un prochain avenir vers la France, qui ne demandera pas mieux que de conclure une alliance avec la Russie pour venger ses défaites actuelles. Dans cette hypothèse, que rendent très-probable les sentiments du grand-duc héritier, l'Autriche, si elle n'était appuyée par toute l'Allemagne, aurait tout à craindre du côté de l'Orient ; elle serait exposée à perdre ses provinces slaves, en même temps que la Prusse lui prendrait ses provinces allemandes.

Le moyen de satisfaire la Prusse et de s'en faire une alliée est donc de se soumettre à elle sous la forme honorable de confédération.

Tels sont les raisonnements des Allemands d'Autriche. Nous n'avons pas besoin d'en discuter la valeur. Il est clair que l'Autriche sent dès maintenant qu'elle va être punie d'avoir laissé la France isolée, comme la France l'a été de la laisser à elle-même en 1866, et que, pour garder un semblant d'indépendance, il lui faut reconnaître la suprématie de la Prusse. Nos lecteurs savent avec quelle persévérance, pour prévenir les événements qui se développent sous nos yeux, nous avons demandé une alliance austro-française. Le gouvernement impérial, livré à la révolution, enchaîné par les engagements que son chef avait avec les sectaires italiens, ne l'a compris que lorsqu'il était trop tard. L'Autriche, combattue en 1859, abandonnée en 1866, s'est trouvée livrée à un ministre brouillon et présomptueux qui n'a su que la désorganiser à l'intérieur sans lui rendre aucun prestige au-dehors ; il a laissé grandir, s'il ne l'a pas favorisée, l'idée de l'unification allemande, prêchée par toute la presse incrédule, juive et libérale de l'empire autrichien, et voici qu'il aboutit définitivement à placer le sceptre des Habsbourg sous le sceptre des Hohenzollern.

Voilà le fruit de la politique libérale et des fautes du gouvernement français. Aujourd'hui, la France n'y peut rien ; l'Angleterre, qui aurait pu prévenir les dernières conséquences de ces fautes, s'est renfermée dans son égoïsme, et, maintenant, l'empire prussien menace toute l'Europe. Pour le contenir enfin, il faudra s'appuyer sur la Russie, livrer peut-être à cette puissance toute l'Europe orientale, et faire couler encore une fois des torrents de sang. Quant à son empire de l'Inde, l'Angleterre devra en faire son deuil. Et telles seront les conséquences de cette politique d'adresse, d'égoïsme, contre laquelle le Saint-Siège n'a cessé de protester, parce que c'est une politique contraire au droit et au devoir, contraire à l'esprit du christianisme. — J. Chantrel.

On dit que M. de Bismark, avec une duplicité qui n'étonnera personne, n'aurait accepté en apparence des négociations, qu'afin de laisser à l'armée allemande de Metz le temps de marcher sur Paris.

Reste à savoir ce que vont dire et décider les puissances neutres, jouées de la plus insolente façon par le ministre du roi Guillaume. Ah ! s'il y avait encore une Europe !

Une dépêche de Bruxelles, du 6 novembre, soir, dit :

« On annonce que les exigences soulevées par la Prusse ont amené la rupture des négociations suivies pour la conclusion d'un armistice, et que M. Thiers a dû quitter Versailles. »

« Les dispositions favorables à l'armistice, montrées d'abord par la Prusse, n'avaient pour but que de gagner du temps, afin de faire avancer les troupes allemandes rendues disponibles par les derniers événements sur les points où elle avait intérêt à le faire. »

L'Etoile belge publie une longue et curieuse lettre du général Bisson sur la capitulation de Metz ; mais nous n'avons encore qu'un résumé télégraphique de cette pièce importante.

Elle dit, entre autres choses, que les généraux de division n'ont été consultés dans aucune circonstance. Chaque fois que le commandant du corps les a réunis, c'était pour les informer des faits accomplis ; aussi fait-elle retomber toute la responsabilité sur Bazaine, Canrobert, Lebœuf, Ladmirault, Frossard et Desvaux.

Le général Bisson proposa une sortie, mais ne recut aucune réponse.

Dans une réunion des généraux de division du sixième corps, tenue le 18, Canrobert déclara que la Prusse ne voulait pas reconnaître le gouvernement de Paris, mais qu'elle traiterait volontiers avec la régence. Il ajouta que le général Boyer allait décider l'impératrice à accepter, et que l'armée serait dirigée sur une ville française, où l'on proclamerait un nouveau gouvernement.

Le 24 octobre, le général Canrobert annonça le refus de l'impératrice, ajoutant que le général Changarnier était allé proposer au prince Frédéric-Charles de faire appel aux anciens députés de l'empire.

Le 28, les généraux de division reçurent une lettre confidentielle les invitant à livrer leurs aigles pour être brûlées ; mais cinquante-trois drapeaux n'en ont pas moins été livrés à l'ennemi.

Le Daily Télégraph raconte, d'après un officier échappé à la capitulation de Metz, les détails qui suivent :

« Depuis un certain temps, une sourde hostilité régnait parmi les troupes contre Bazaine, et cette hostilité s'étendait aux rangs de la population civile de la place. »

« Le maréchal, à ce qu'affirme cet officier, avait toujours deux mitrailleuses en permanence devant sa maison. Pendant que le chef de l'armée du Rhin était ainsi accusé de lâcheté et d'incapacité, tout le monde rendait hommage au courage du général Ladmirault et du maréchal Lebœuf. Ce dernier, dit-on, plus d'une fois s'est jeté en avant des troupes françaises, bravant le feu des Allemands, dans le but de trouver la mort. »

« Il n'y a pas eu le moindre trouble depuis la capitulation dans la ville. Les Prussiens sont logés chez les habitants. Ils n'ont point fait d'entrée triomphale, et n'ont levé encore aucune contribution. Le sentiment est encore général parmi les habitants et les officiers, que Bazaine et les autres chefs ont trahi Metz en ne faisant jamais usage de toutes les forces à leur disposition, et en retirant les troupes dès que les sorties paraissaient réussir. En apprenant les négociations de Bazaine, plusieurs officiers cherchèrent à conspirer pour empêcher la capitulation, mais la conspiration échoua. Les habitants firent une démonstration pour empêcher la capitulation et brisèrent les portes de l'arsenal pour avoir des armes, mais ils furent dispersés par la garde impériale. »

— On affirme que dans le conseil des généraux tenu à Metz, avant la capitulation, 14 généraux contre 7 se sont prononcés dans le sens du maréchal Bazaine. Dans la minorité se sont trouvés le maréchal Canrobert, les généraux Deligny, Cisse et Ladmirault.

NOUVELLES DE PARIS.

Paris, 4 novembre. — « Le Journal des Débats dit que le vote d'hier permet au Gouvernement de résister désormais avec toute l'énergie d'un pouvoir régulier à de nouvelles tentatives comme celle du 31 octobre. Toute agression dirigée maintenant contre lui tombe légalement sous le coup des lois ; et, dans les circonstances actuelles, avec l'ennemi sous nos murs, les juges naturels des rebelles et des factieux, ce sont les conseils de guerre, les cours martiales. Ce que nous avons surtout à reprocher au général Trochu et à ses collègues, c'est de s'être montrés trop faibles jusqu'à ce jour. Nous espérons qu'ils ne s'exposeront plus à l'avenir à un pareil reproche. »

C'est à la suite de la démission de M. Tamié que M. Clément a été nommé commandant de la garde nationale.

Paris, 6 novembre. — Le résultat total du plébiscite donne :

557.976 OUI
62.638 NON

La plupart des maires élus le 5 novembre appartiennent au parti républicain, comme Henry Martin, Carnot, Corbon, Arnaud, Vautrain. Mais quelques partisans de la Commune ont été élus, comme MM. Tirar, Bonvalet, Mottu, Clémenceau.

Il reste à faire 6 ballottages.

Le Journal officiel, parlant des arrestations opérées à Paris, dit que le gouvernement aurait voulu oublier les violences du 31 octobre. Mais de nouvelles menées se sont révélées le 1^{er} novembre, menaçant la paix de la République, il a dû sévir.

Une instruction judiciaire est commencée, elle sera poursuivie rapidement.

— On lit dans le Soir, du 2 novembre :

« A Belleville, on aurait tenté aujourd'hui d'organiser la rébellion aux ordres du Gouvernement. De nombreux bataillons de la garde nationale et de la mobile ont été dirigés sur ce point. »

Le Français a reçu de Versailles une lettre en date du 3 novembre, à laquelle nous empruntons un curieux détail :

« Depuis dimanche, il arrive de nouvelles troupes à Versailles, je ne sais d'où, ni comment. Mais, jusque-là, la ville était fort peu garnie ; et on peut en inférer que, tout autour de Paris, à plus forte raison, les troupes prussiennes étaient beaucoup moins abondantes qu'on ne le supposait. »

« On en a eu la preuve le 21 octobre, lors de la sortie heureuse que les Parisiens ont faite vers Chaville et Beauregard, sur la route de Versailles à Saint Germain. Le canon grondait assez fort (24 coups environ par minute) depuis le matin, mais les Prussiens ne semblaient pas trop préoccupés. Vers une heure, les aides-de-camp commencent à galopper ; le clairon d'alarme sonne ; de toutes parts, les hommes rentrent aux casernes en courant, prennent leurs armes et s'élancent tels quels, partie en casques, partie en bonnets de police, sans tambours ni trompettes, mais en chantant un peu, car on les y obligeait, m'a-t-on

dit. — Quelques officiers plus attardés rejoignent leur régiment en marche, des hommes ayant déjà emmené leurs chevaux bridés. L'artillerie se précipite à fond de train... Il partit, en tout, 18 pièces.

» Il ne resta dans Versailles que 1,500 hommes environ (au plus !) rangés en bataille sur la place d'armes, avec 6 canons, dont 2 braqués sur chaque avenue.

» Si la sortie de Paris avait eu 10,000 hommes de plus, ou s'il était venu 5 à 6,000 hommes d'un autre côté, ils auraient enlevé le roi et l'état-major prussien comme une muscade !

» Les Prussiens eux-mêmes l'avouent. Pendant cette panique, l'état-major prussien fit ses malles. — Par parenthèses, le général de Moltke, qui tenait à emporter un pain de sucre, en fit chercher précipitamment dans plusieurs maisons. »

LES COÏNCIDENCES.

La Décentralisation de Lyon a observé, comme nous, que les événements de Marseille, de Toulouse, de Grenoble, de Nîmes et de Saint-Etienne ont coïncidé avec ceux de la journée du 31 octobre, à Paris. « C'est aussi le 31, dit ce journal, que l'on attendait quelque chose à Lyon. »

Une observation plus étonnante encore, mais qui est corroborée par des renseignements absolument certains, c'est que l'état-major prussien de Versailles savait, dès dimanche soir, qu'il y aurait du bruit à Paris le lendemain. On s'attendait pour cette fois à une bataille véritable dans les rues de la capitale, et on tendait l'oreille pour entendre le bruit de la fusillade et du canon, dans l'espoir de profiter de la bagarre ou au moins de se réjouir. Mais les vedettes de Sèvres et autres environs de Paris n'ont pas apporté la nouvelle si impatiemment attendue. On a dû en conséquence retarder la publication du fameux *Nouvelliste de Versailles*, espérant encore pouvoir y insérer l'annonce d'une révolution à Paris ; mais, de notre côté, notre état-major semblant avoir pressenti les plans ou les espérances de Versailles, a eu la sagesse de réprimer l'émeute, sans un coup de canon et même sans un coup de fusil.

Ainsi, voilà que les Prussiens ont pour auxiliaires et pour complices, dans leur œuvre de destruction, les bonapartistes comme Bazaine et les démagogues comme Flourens !

BOURBAKI A DOUAI.

On communique au Havre une lettre adressée de Douai à une personne du Havre.

Nous en extrayons sous toutes réserves les passages suivants, qui expliqueraient le bruit qui a couru de la dimission du général Bourbaki :

« Douai, le 31 octobre 1870.

« ... Hier nous avons eu la visite du général Bourbaki ; il devait nous passer en revue, ainsi que la garde nationale sédentaire et les chasseurs.

» Le général Bourbaki est descendu chez le

général commandant la place de Douai. La population s'est rendue devant la porte de l'hôtel, et là, quelques citoyens lui ont posé plusieurs questions, auxquelles le général a refusé de répondre... Alors on a crié : *Vive la République ! A bas les traîtres !* »

» Bourbaki n'a pas voulu se décoiffer au nom de la République... Comme il organise une armée et qu'il a charge d'hommes, on lui a demandé quelles étaient ses opinions. Il n'a pas encore voulu répondre. Devant cette obstination, on a crié : « *A mort !* »

» Bourbaki a répondu à cette menace en ordonnant aux mobiles qui l'escortaient de charger les fusils et de faire feu sur la garde nationale ; mais on ne lui a pas obéi, vu que les gardes nationaux étaient également armés, et que l'engagement eût été des plus graves.

» A ce moment, quelques trognons de chou ont été lancés à Bourbaki...

» A Arras, à Amiens et à Lille, même réception.

P. L.

» Art. leur à la 1^{re} batterie de la garde mobile, à Douai. »

Pour les articles non signés : P. GODET.

Faits Divers.

Du côté d'Orléans, rien de nouveau. L'ennemi occupe les abords immédiats de la ville, mais sans oser s'étendre bien loin.

— Les 80,000 mobiles de province qui sont à Paris sont très-résolus à ne reconnaître aucune autorité sur eux à une Commune quelconque. Ils n'obéiront qu'au Gouvernement provisoire, au général Trochu et aux généraux délégués par eux. Les officiers de la garde mobile des départements signent en ce moment une adresse rédigée dans ce sens, qui doit être remise au général Trochu. »

— Le *Times* annonce que les gardes nationaux et les gardes mobiles de Besançon ont refusé de combattre sous le commandement de Garibaldi.

— Une dépêche de Carlsruhe annonce que le grand-duc de Bade a quitté sa capitale pour se rendre, avec une suite nombreuse, à Versailles, auprès du roi de Prusse, son beau-père.

— Le général Coffinières, qui commandait à Metz, est arrivé à Hambourg avec son fils.

— Le général Changarnier est arrivé à Bruxelles, ce qui donne à supposer qu'il a été laissé libre sur parole après la capitulation de Metz.

— Une dépêche de Marseille dit que l'agitation de ces derniers jours y est maintenant calmée, et que tout est rentré dans l'ordre.

— L'infanterie allemande a été tout récemment pourvue d'une nouvelle arme destinée à la guerre de montagne et de guérillas, et qui remplace la légère artillerie de campagne. C'est une petite pièce portative pesant environ 35 livres, et qui a été fort appréciée dans la guerre de 1866. Elle peut être maniée par deux hommes, tire dix coups à la minute et a une por-

tée de 2,000 pas. On en a distribué des milliers à toute l'armée pour être employés dans les endroits où l'artillerie est impraticable.

— La *Gazette de l'Allemagne du Nord* dément les bruits répandus par plusieurs journaux relativement à de prétendus dissentiments entre M. de Bismark et les autorités militaires, sur la question du jour où doit commencer le bombardement.

La *Gazette* ajoute que le bombardement n'a pas encore commencé, parce que, suivant les appréciations militaires, le matériel complet d'attaque n'est pas encore arrivé.

— La *Liberté*, édition de Paris, dit tenir de la source la plus sûre que tout se prépare sur le flanc sud-ouest de Paris pour une attaque formidable de la part des Prussiens.

Toutes leurs batteries seraient démasquées depuis la capsulerie de Sèvres jusqu'au plateau de Châtillon.

— On écrit de Paris :

Il se fabrique en ce moment cinquante mille chassepots dans la maison Berthier, boulevard du Prince-Eugène.

Autre bonne nouvelle : les employés du génie auxiliaire ont trouvé dans les catacombes une quantité de salpêtre assez considérable pour pouvoir approvisionner Paris pendant six mois.

L'usine Cail a fondu son premier canon ; elle en a fondu deux autres et bientôt elle pourra en fondre dix par jour.

La même usine achève la construction d'une immense locomotive blindée, pouvant porter trois canons. Elle transforme l'acier des rails, et elle est en mesure de fabriquer des chassepots quand on lui en commandera.

En outre, l'usine Cail construit un ballon dirigeable : *Plus lourd que l'air*, formé d'une masse ovoïde munie de deux hélices, une verticale, l'autre horizontale, mues par une petite machine à vapeur de la force de deux chevaux, — et de deux ailes planes et inclinées. Cet appareil est construit aux frais du comité d'armement de l'arrondissement de Grenelle, et l'inventeur, qui livre gratuitement son invention à la République, est chargé par M. Cail de diriger les travaux.

Le sculpteur Carpeaux vient d'exécuter un groupe allégorique représentant l'héroïque défense de Châteaudun.

Chronique Locale et de l'Ouest.

Un jeune soldat du 48^e régiment de marche, Alexandre Bruneau, de passage à Saumur, a eu la malheureuse pensée de descendre de wagon avant l'arrêt complet du train. Il n'est pas tombé sur la voie où il l'espérait sans doute ; entraîné, il a fait une chute sur un piquet qui lui a abîmé la poitrine ; une hémorragie s'est déclarée, et cet imprudent soldat est mort sur le coup, avant d'avoir pu recevoir quelque secours.

Le départ des gardes nationaux mobilisés de Saumur aura lieu aujourd'hui à une heure.

La garde nationale se réunira à midi pour les accompagner à la gare.

L'*Echo Français* vient de publier des renseignements afin de rassurer les familles justement inquiètes sur le sort des officiers de l'armée de Metz.

Sur la liste qu'il nous donne, nous trouvons que notre compatriote M. Alexis Duterme, chef d'escadrons d'artillerie, est en parfaite santé.

Cette feuille espère pouvoir compléter ces renseignements, par de nouvelles informations. Nous le désirons vivement, Metz renfermant un certain nombre d'enfants de Saumur.

Pour chronique locale et faits divers : P. GODET.

Dernières Nouvelles.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Tours, 8 nov. 1870, 3 h. 35 soir.

Intérieur à préfets et sous-préfets.

Hier engagement d'avant-postes près de la forêt de Marchenoir, à la suite duquel ennemi battu en retraite vers trois heures et demie, laissant morts et blessés sur le terrain. Pas d'autre fait de guerre notable à signaler.

Pour dernières nouvelles : P. GODET.

CONFECTION DE PANTALONS

ET VAREUSES

POUR L'ARMÉE,

A Saumur, rue d'Orléans, n° 53.

M. FOISSAC, manufacturier, prévient les ouvriers tailleurs et toutes les ouvrières sachant coudre qui désireraient du travail, de se présenter immédiatement, rue d'Orléans, n° 53 ; il leur en sera distribué.

POUR ÉVITER

LES CONTREFAÇONS

DU

CHOCOLAT-MENIER

IL EST INDISPENSABLE

D'EXIGER

LES MARQUES DE FABRIQUE

avec

le véritable nom.

M. SICARD, dentiste, rue des Lices, 52, Angers.

SERVICE

DANS LES PLACES DE GUERRE

ET

VILLES DE GARNISON

NOUVELLE ÉDITION.

SERVICE EN CAMPAGNE.

SERVICE INTÉRIEUR.

COURS DE MARECHALERIE.

P. GODET, imprimeur-Libraire.

P. GODET, propriétaire-gérant.

A LOUER
Présentement,

MAISON OU PORTION DE MAISON

GARNIE OU NON-GARNIE,
Rue du Marché-Noir.

S'adresser au bureau du journal.

A LOUER
PRÉSENTEMENT,

UNE VASTE MAISON, avec servitudes, très-belles caves, cour et jardin, situés à Doué, contenant environ 35 ares.

S'adresser à M. André RULLIER-GUYON, propriétaire à Doué. (371)

DURAND

Armurier à Saumur,

Informe sa clientèle qu'il vient de recevoir de fabrique une grande quantité de Chassepots, revolvers et cartouches de tout calibre.

Le tout à très-bon compte.

A VENDRE
OU A LOUER

Pour entrer en jouissance à la Toussaint prochaine.

LA BRASSERIE DE ST-FLORENT,

Près Saumur. (181)

PETITE MAISON
ET JARDIN

A LOUER
PRÉSENTEMENT,

Montée du Château, vis-à-vis de la Retraite.

S'adresser, à la Retraite. (373)

A LOUER
PRÉSENTEMENT,

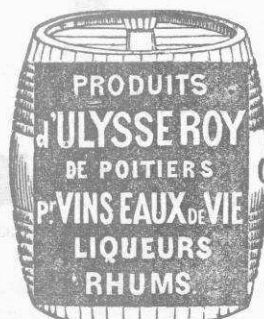
UN APPARTEMENT, composé de deux pièces, avec jardin, situé rue des Capucins, maison Jagot.

S'adresser au Directeur de l'usine à Gaz de Saumur. (359)

LEÇONS DE DESSIN

PEINTURE, AQUARELLE.

A. MERCIER, rue du Prêche, 3, Saumur. (374)



GLUTEN-VÉRON
Potage breveté
ROY & BERGER
de Poitiers.

Quai de Linoges, 157, à Saumur.

RIELLANT,
Dentiste,

BOULANGERIE A CÉDER

de suite,

S'adresser au bureau du journal.

Toutes facilités pour arrangement.

FABRIQUE D'ENCRE

de PASQUIER, pharmacien, rue du Marché-Noir, Saumur.

Cette encre est inaltérable et n'oxyde pas les plumes métalliques.

CHARBONS DE TERRE

Anglais et Français.

COKE ET CHARBON DE BOIS.

La Compagnie des Mines de Blanzay a l'honneur d'informer ses clients, qu'elle continuera à vendre du coke comme par le passé, quoiqu'elle ne renouvellera pas le traité qu'elle a avec l'Usine à Gaz de Saumur.

On trouvera également dans son magasin, quai Saint-Nicolas, des charbons de terre français et anglais de toutes qualités, ainsi que des charbons de bois.

Pour les renseignements et commandes, s'adresser à M. Paul JEUNETTE, représentant de la susdite Compagnie. (364)

Saumur, P. GODET, imprimeur.